

Neuchâtel n'a pas assez soigné sa copie sur la réforme scolaire

FORMATION Dans sa thèse de doctorat, Kilian Winz décrypte la réforme du cycle 3 instaurée en 2015 dans le canton. Et constate qu'en raison d'une mise en œuvre insuffisamment pensée lors de sa conception, ses effets peinent à se déployer comme attendu. Le parcours des élèves se voit directement affecté

ALEXANDRE STEINER

🐦 @alexanstein

Soumise à des transformations quasi perpétuelles, l'organisation de l'école obligatoire donne régulièrement lieu à des débats aussi nourris qu'émotionnels. En témoigne la refonte du cycle d'orientation genevois, rejetée de justesse dans les urnes en mai dernier. Le sujet passionne Kilian Winz, qui a soutenu sa thèse de doctorat le 30 juin à l'Université de Genève. Intitulée *La Mise en œuvre d'une réforme structurelle en éducation: le cas de Neuchâtel*, elle décortique sur près de 400 pages la transformation du cycle 3 présentée en 2012 par le Conseil d'Etat neuchâtelois, et la manière dont elle est appliquée depuis 2015.

Rappelons brièvement les objectifs de cette réforme. Elle visait à remplacer un système en trois filières (maturité, moderne, préprofessionnelle) par un cursus individualisé dans le but d'augmenter l'égalité des chances entre élèves et de réduire les risques de stigmatisation. Désormais, ils suivent tous un tronc commun auxquels s'ajoutent deux niveaux d'exigences – basses (1) ou élevées (2) – pour certaines branches. Le français et les maths dès la 9^H, l'anglais, l'allemand et les sciences naturelles les deux années suivantes. Le niveau est indépendant pour chaque branche et peut être adapté semestriellement en fonction des résultats obtenus.

La théorie et la pratique

Voilà pour la théorie pensée par les autorités. «Dans les faits, cette réforme a donné naissance à un système filiarisé hybride, dans lequel les mouvements des élèves restent très limités après l'entrée en 9^H», relève Kilian Winz. Comment l'expliquer? «Lorsque les politiques élaborent des réformes structurelles, ils n'intègrent que très rarement leur

mise en œuvre dans leurs réflexions. Cela entraîne un découplage de la part des individus chargés de les faire appliquer», répond celui qui est aussi depuis quelques mois président du PS de la ville de Neuchâtel.

Dans le cas présent, il s'agit du corps enseignant et des directions d'écoles, qui disposent d'une très grande autonomie dans leur travail et sont relativement peu contrôlés. En découlent des décisions qui affectent directement le parcours scolaire des élèves, comme a pu l'observer Kilian Winz au cours des 84 entretiens qu'il a réalisés.

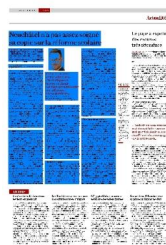
«Une pratique répandue chez les enseignants est de parvenir à modifier les barèmes de notation ou le contenu de leurs épreuves afin d'empêcher des élèves d'accéder au niveau supérieur. Ils ne le font pas dans une logique punitive, mais parce qu'ils projettent



«Selon les moyens dont les directions d'école disposent, la prise en charge des élèves peut présenter des différences stratosphériques»

KILIAN WINZ, AUTEUR D'UN DOCTORAT SUR LE SYSTÈME SCOLAIRE NEUCHÂTELOIS ET PRÉSIDENT DU PS DE LA VILLE DE NEUCHÂTEL

que ces adolescents risquent de rencontrer des difficultés par la suite. Ils s'inscrivent



dans une perspective utilitariste aux antipodes de l'objectif de décroisement visé par la réforme.»

Un autre exemple concerne les directions d'écoles. «Certaines se basent par exemple sur le niveau de français pour déterminer artificiellement celui de toutes les autres branches, et retrouver ainsi des classes homogènes. Il existe chez elles une tendance à davantage se soucier de «faire tourner leur établissement» dans un climat serein plutôt que de déployer des outils pour favoriser un changement qui implique de sortir d'une logique de classes.»

S'ajoute à cela une composante économique. «Les écoles sont en grande partie financées par les communes. Selon les moyens dont les directions disposent, la prise en charge des élèves peut présenter des différences stratosphériques. Certaines privilégient l'aide au niveau 2 pour permettre à ceux qui passent dans cette section de combler leurs éventuelles lacunes, d'autres se concentrent sur le niveau 1 pour éviter les échecs scolaires définitifs. Les chances ne sont pas du tout les mêmes.»

Priorités changeantes

Loin de jeter la pierre aux enseignants et aux directions, Kilian Winz insiste: «Cette réforme implique de tels changements qu'ils auraient dû être mieux formés sur les notions de différenciation pédagogiques [possibilité d'adapter l'enseignement en fonction des capacités de l'élève]. Ils manquent d'outils et d'encadrement pour atteindre les objectifs qui leur ont été fixés. Le fait que les priorités changent au rythme de l'agenda politique n'aide pas à se projeter.»

Alors que faire pour améliorer la situation et éviter que des élèves ne fassent les frais de ce découplage? «Il faudrait intégrer le corps enseignant dès la conception. Bien que les syndicats aient été consultés, certains enseignants ne se retrouvent pas dans les lignes politiques défendues par leurs représentants. Ensuite, on pourrait imaginer la création d'une petite équipe composée de membres de l'administration cantonale et d'enseignants qui ne s'occuperait que de la mise en œuvre de la réforme. Elle devrait être très agile et proche du terrain, afin d'améliorer les chances de réussite.»

La réorganisation du cycle 3 neuchâtelois vaut-elle tous ces tracas? «Le bien-fondé de

cette réforme n'est pas remis en question d'un point de vue scientifique. Il est prouvé depuis des dizaines d'années que les systèmes filialisés sont plus stigmatisants et inégalitaires que ceux qui favorisent la mixité», répond Kilian Winz.

Le désormais docteur en sciences de l'éducation espère que les résultats de ses quatre ans de travail seront utilisés dans le cadre de nouvelles réformes. «Les problèmes constatés sont les mêmes dans bien d'autres domaines. Il faut vraiment intégrer la mise en œuvre dans les réflexions politiques dès le départ, sans quoi les constats dressés ici se répéteront sans cesse. Certes, mettre en place des structures d'accompagnement efficaces a un coût, mais cela permet aussi aux réformes d'atteindre plus rapidement le résultat visé.»

L'Etat s'accorde un satisfécit

De son côté, le Service neuchâtelois de l'enseignement obligatoire (SSEO) relève qu'un rapport établi en 2019 par l'Institut de recherche et de documentation pédagogique présente des conclusions «tout à fait positives» sur cette réforme, dont «l'amélioration du climat scolaire est l'un des principaux bénéfices». Il précise que cette analyse n'a donné lieu qu'à de légers ajustements, «dont l'augmentation des seuils d'admission et de changement de niveaux» et que l'un des principes fondamentaux de la réforme, «soit permettre la constitution et le développement de profils individualisés», a été atteint.

En regard des conclusions de Kilian Winz, le service relève qu'une réforme «est en effet un long processus et celui-ci nécessite un suivi de qualité». Le groupe de pilotage constitué à cet effet est d'ailleurs encore en activité. «La modification de la structure du cycle 3 a induit et induit encore nécessairement des changements de pratiques professionnelles de la part des enseignant·e·s. Mais ces changements ne se décrètent pas. Il s'agit pour les directions et le service de l'enseignement de les accompagner sur le long terme. En ce qui nous concerne, l'accompagnement se fait principalement par les contacts et échanges réguliers entretenus avec les chef·fe·s de file des différentes disciplines scolaires présent·e·s dans chaque centre scolaire, mais aussi par l'organisation de formations ad hoc», conclut le SSEO. ■